

FRANCE

**49^{ème} Session de la
Commission de la Condition de la Femme**

**Intervention prononcée par Madame Nicole AMELINE
Ministre française de la Parité et de l'Égalité professionnelle**

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à remercier le Bureau de la Commission et le Secrétariat Général des Nations Unies pour l'organisation réussie de cet événement.

• Pour la France, célébrer «Pékin + 10 » n'est pas un point d'arrivée. **Ce rendez-vous est une étape majeure**, destinée à rassembler les énergies pour accélérer la mise en oeuvre de nos engagements. Les enjeux sont considérables : il nous faut affirmer clairement que l'égalité entre les femmes et les hommes est une priorité pour notre planète, pour son développement durable et le progrès de l'humanité. **L'urgence est là** : dix ans ont passé, de progrès sans doute, mais pour combien de violences dénoncées ou tuées, de discriminations encore subies ! Parce que le moment est venu d'agir pour un monde plus juste, plus humain, plus solidaire, l'ère **d'une nouvelle gouvernance mondiale**, comme le souhaite le Président de la République Jacques CHIRAC, est une exigence.

• Je tiens à rappeler combien **la France est engagée pour l'égalité entre les femmes et les hommes**. Elle l'est avec l'Union européenne, et nous nous associons pleinement à la Déclaration qui vient d'être faite par la Présidence de l'Union européenne. Elle l'est avec la Francophonie, qui a d'ailleurs démontré, à travers sa diversité et son dialogue interculturels, l'alliance réussie entre l'ambition de progrès et le respect de l'autre. Elle est engagée avec les Nations Unies, porteuses de notre idéal d'échanges et de progrès pour l'humanité. Nos partenariats, multiples, associant les ONG et les organisations internationales, les Etats et la société civile, doivent désormais s'inscrire dans l'universalité et au service du développement durable. **Notre responsabilité est immense !**

Madame la Présidente,

• **La France s'engage dans le respect des droits fondamentaux de la personne humaine :**

- nous réaffirmons la Déclaration et du programme d'action de Pékin ainsi que des textes issus de la 23^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies ; nous soutenons le Plan d'action du Caire qui contient des éléments fondamentaux sur les droits liés à la santé sexuelle et reproductive ; nous réaffirmons que la convention CEDAW et son protocole sont un levier essentiel pour faire progresser les droits des femmes dans le monde. Leur universalisation est nécessaire ;
- parce qu'en France, nous avons intensifié la lutte contre les violences faites aux femmes avec le plan d'action « 10 mesures pour l'autonomie des femmes » que j'ai récemment présenté ;
- nous condamnons toutes les violences faites aux femmes notamment les violences sexuelles . utilisées comme armes de guerre et les violences économiques que représente la traite des personnes.

Dans tous ces domaines, nous saluons l'engagement personnel du Secrétaire Général des Nations Unies et de sa Conseillère.

• **En deuxième lieu, la France est engagée parce qu'elle veut une solidarité internationale renforcée et renouvelée.** Nous sommes convaincus que les Objectifs du Millénaire pour le Développement ne pourront être atteints sans une accélération de la mise en oeuvre des engagements pris à Pékin et Pékin +5.

Comment ignorer en effet que **les inégalités entre les sexes sont des facteurs structurants du sous-développement ?** Lutter pour l'égalité c'est faire reculer la pauvreté, c'est abattre les discriminations et les violences, c'est oeuvrer pour un développement économique, social et humain durable et équitable, facteur de progrès, de paix et de démocratie.

Cela doit être affirmé au même titre que la nécessité de trouver de nouveaux instruments de financement de la solidarité internationale. **La France est pleinement mobilisée.** Vous connaissez la proposition du Président de la République sur la nécessité de mettre en place de nouvelles sources de financement du développement y compris des prélèvements de solidarité internationale. Mais rien ne serait possible si nous ne conjuguions tous ces nouveaux mécanismes de solidarité à la réaffirmation des droits fondamentaux : **c'est l'égalité qui fait avancer le monde !**

Aujourd'hui, les pauvres du monde sont en majorité des femmes. Je salue l'initiative des Nations Unies de faire de l'année 2005 l'année du **micro-crédit** ; nous accueillerons une réunion internationale sur ce sujet à Paris le 20 juin prochain. C'est une source essentielle de financement pour les plus pauvres dont les femmes sont les principales bénéficiaires. Il s'agit là d'un instrument puissant. Que dire du combat contre le SIDA, grande cause nationale en 2005 en France! Les victimes sont encore trop souvent privées des soins qui leur sont nécessaires. Dans la préservation de **l'environnement** et le développement durable, les femmes ont un rôle majeur et sont porteuses d'une véritable « éthique du futur ». Il est significatif que les Etats de la francophonie aient réaffirmé le rôle fondamental des femmes dans le développement durable lors du Sommet de Ouagadougou en novembre 2004.

La France plaide donc pour que la Déclaration et le Programme d'action de Pékin soient au coeur de la revue de la Déclaration du Millénaire et des Objectifs du Millénaire pour le Développement, pour tenir notre promesse de l'égalité. Cette question n'est pas qu'un problème des pays du Sud. D'ailleurs, si en France nous avons tellement porté la démarche intégrée de l'égalité dans chaque politique publique depuis deux ans à travers la Charte de l'égalité, si nous agissons autant pour l'égalité professionnelle et salariale, avec la remise des premiers Labels Egalité qui sont intervenus auprès de grandes entreprises françaises en janvier 2005, c'est parce que la dynamique de l'égalité est, aujourd'hui, dans toutes les sociétés, facteur de performance et de développement durables, donc de richesses et d'emplois.

Madame la Présidente,

A l'aube du XXIème siècle, la Plate-forme d'action de Pékin reste plus que jamais d'actualité. Car, à l'heure où se jouent dans le monde de formidables mutations, c'est un nouveau partenariat mondial qui doit s'exprimer par des actions collectives efficaces et renforcées. Au-delà de la célébration du dixième anniversaire de Pékin, **j'appelle donc tous les dirigeants du monde et les ONG à se mobiliser pour que, à l'occasion du Sommet de Suivi de la Déclaration du Millénaire, la défense des droits de la personne soit au centre des débats et que la dynamique de l'égalité, qui sait nous rassembler aujourd'hui, soit le « gène organisateur » d'un monde nouveau, plus juste, plus humain.**

Je vous remercie./.

Madam Chair,
Ministers,
Ladies and Gentlemen,

I would first like to thank the Commission Bureau and the United Nations General Secretariat for successfully organising this event.

• I would like to emphasise that celebrating "Beijing + 10" is not an end in itself. **This meeting is a major step** to focus the energy required to accelerate the implementation of our commitments. The stakes are considerable; we must clearly assert that equality between men and women is a priority for our planet, for its sustainable development and for the progress of humanity. **It is urgent:** ten years have gone by, with progress made, no doubt, but how much more violence whether been exposed or stifled, how many still suffer from discrimination! The time has come to act for a fairer world, a more humane and caring world. The era of new worldwide governance is an absolute necessity, as desired by the President of the French Republic, Mr Jacques CHIRAC.

• **I wish to stress how much France is committed to equality between women and men.** France is committed with the European Union. We fully espouse the Declaration recently made by the Presidency of the European Union. France is committed with the Commonwealth of French-speaking nations, the Francophonie, whose inter-cultural diversity and dialogue have demonstrated the successful alliance of the ambition to achieve progress and respect for others. It is committed with the United Nations, which enshrines our ideal of dialogue and progress for humanity. Our many partnerships which associate NGOs and international organisations, States and civil society must now be universal and contribute to the sustainable development. Ours is a momentous responsibility.

Madam Chair,

• **France is committed to respecting the universal rights of the human person.**

- We reaffirm the Beijing Declaration and platform for action; as well as the statements of the 23rd Extraordinary Session of the United Nations General Assembly.

- We also support the Cairo action plan which contains key provisions on rights pertaining to sexual and reproductive health.

- We reassert that the CEDAW Convention and its protocol can leverage the progress of women's rights worldwide. Making them universal is necessary.

- For, in France, we are relentlessly fighting violence against women with the '1'en mesures for women's autonomy', a program that I recently presented.

- We condemn sexual violence used as weapons of war and the economic violence of human trafficking.

In all these fields, we pay tribute to the personal commitment of the Secretary General of the United Nations and his Advisor.

• **Secondly, France is committed because it desires a strengthened and renewed international solidarity.** We are convinced that the Millennium Development Goals cannot be met without accelerating the implementation of commitments made at Beijing and Beijing + 5.

How can we overlook the fact that gender **inequality is one of the structural factors of under-development?** Fighting for gender equality means pushing back poverty, overcoming discrimination

and violence and working for social, human and economic sustainable development that is fair and a factor contributing to progress, peace and democracy.

This statement must be asserted just as the need to establish new instruments to finance international solidarity. **France is fully committed.** You are aware of the proposals made by the President of the French Republic concerning the necessity to find new sources for financing development, including international solidarity levies. However, nothing will be possible unless we combine all these new mechanisms for solidarity with the reaffirmation of universal rights: equality moves the world forwards!

Today, the majority of people in poverty are women. I hail the initiative of the United Nations to make 2005 the year of **micro-credit**. We will have an international meeting on this subject in Paris on June 20th; it's a vital source of financing for the poorest for which women are the main beneficiaries. This is a powerful instrument. What can be said about the fight against **AIDS**, a major national cause in France in 2005! Victims are still all too often deprived of the treatment they need. In **environmental protection** and sustainable development, women have a major role to play and are the vector for genuine 'ethics for the future'. It is significant that the member nations of the Commonwealth of French-speaking countries, The Francophonie, reasserted the fundamental role of women in sustainable development at the Ouagadougou Summit of the Francophonie in November 2004.

France is therefore pleading to have the Beijing Declaration and Platform for Action at the core of the review of the Millennium Declaration and Millennium Development Goals to honour our promise made for equality. This issue is not only a problem for southern nations. In France we have included the gender mainstreaming to such an extent in public policy for the last two years through the Equality Charter, if in France we do so much for professional equality and equal pay with the issue of the first Equality Labels awarded for large French companies in January 2005, it is because the dynamics of equality act in every sector of society as factors for sustainable performance and development and thus as factors for wealth and employment.

Madam Chair,

• **At the start of the 21st century, the Beijing platform is more than ever pertinent!** At a time of extraordinary changes to our world, a new worldwide partnership must be expressed in effective and stronger collective actions. Beyond the tenth anniversary of Beijing initiatives, I call **on all the world's leaders and NGOs to strive to make personal rights central to all discussions at the September Summit of the Millennium Declaration follow-up and to make the drive for equality – which brings us all together today – the 'organising gene' for a new world, a fairer world and a more human world.**

Thank you./.